

LES RENCONTRES DE L'AFL STRASBOURG, 4 SEPTEMBRE 1991

CONCEVOIR, INFORMER, PRODUIRE, EN LANGUE NATIONALE

Il n'est pas inutile de considérer de près une idée imprécise et répandue, selon laquelle l'anglo-américain est en passe de devenir la langue mondiale de la communication scientifique et technique.

À cette question, on ne répondra ni oui ni non. On essaiera de prendre en considération les pratiques langagières réelles, dans bien plus de situations de travail et de communication que ne le font d'habitude ceux qui tranchent résolument soit de l'inéluctabilité du triomphe de l'américain, soit de l'immortalité du français. Avant d'établir les faits, on jouera cependant un instant le jeu habituel, qui consiste à accepter l'affirmation telle quelle, sans la mettre en question.

Quand ils acceptent cette idée dominante de l'irrésistible ascension de l'anglo-américain, que pensent les gens, usagers de la langue nationale, usagers ou aspirants-usagers de la langue réputée internationale ? Voient-ils ce processus de domination comme positif ou négatif ? Qui plaide pour l'intérêt d'une langue internationale de la communication scientifique et technique ? Qui s'y refuse ? Qui s'inquiète des blocages dus à la contradiction entre recours à la langue internationale et à la langue nationale dans le même procès scientifique et technique ? Qui voit l'éventuel processus de perte de la langue nationale en termes de perte d'une identité, d'un patrimoine culturel, d'une forme spécifique de pensée ?

Mais attention : affirmer que l'anglo-américain devient langue internationale de la communication scientifique et technique, c'est formuler un énoncé ambigu. Il peut exprimer le constat d'une tendance, auquel cas il peut être affecté d'une valeur de vérité : affirmé, nié ou relativisé ; cette valeur sera attribuée au terme d'une étude aussi complète que possible des paramètres de la situation langagière internationale. Il peut aussi constituer une prophétie : dans ce cas, il relève de l'acte de foi, d'une futurologie impressionniste, et l'on ne peut rien bâtir à partir de lui.

Dans toute décision concernant la langue, idéologie, désir et politique sont en jeu, pour entraîner les attitudes d'acceptation comme de refus. Toutefois, les éléments qui amènent à considérer cet énoncé comme vrai hic et nunc, et donc à craindre que le déficit des langues nationales ne s'accroisse à l'avenir, sont importants. Cette tendance est-elle d'ores et déjà irrésistible ? Où en sont les éléments de contradiction, les points d'ancrage des langues nationales, la prise de conscience des gens, les attitudes de résistance culturelle ? Avant tout, donc, il importe d'établir les faits.

LES OUTILS D'ÉVALUATION

Il est impossible de donner une image fixe d'une situation linguistique. Les travaux sur le statut du français, ou telle langue, dans un pays, un lieu de paroles, des textes, ne sont pas sans intérêt, mais pèchent toujours, au moins par la confusion entre statut et pratique ; W. LABOV a bien établi l'écart

entre pratique et conscience langagières, entre ce que l'on parle et ce que l'on croit parler. Nombre d'études sur le statut des langues, et d'extrapolations sur l'avenir des langues, ont le défaut de reposer sur la croyance à une objectivité possible, tant des témoins que de l'observateur. En fait, la recherche en sciences sociales est guidée par le besoin social, que la demande soit exprimée ou non. Toute observation doit à la fois s'efforcer à l'objectivité, en refusant l'affirmation idéologique, et se savoir participante, engagée : refuser l'intenable point de vue de Sirius.

Le caractère insatisfaisant des politiques linguistiques purement volontaristes, qu'elles reposent sur l'incantation ("le français, langue de la Raison, est éternel") ou sur l'idée que la lutte entreprise s'imposera par la simple force de sa justesse (optique du Québec il y a quelque vingt ans), commence à être perçu dans des sphères assez larges : en France, les recherches de la Délégation générale à la langue française, au Québec, en Belgique francophone, les études portant sur les conditions de succès des politiques linguistiques, indiquent bien une nouvelle conscience, à la fois de la possibilité d'agir en refusant le fatalisme, et des dangers d'échecs par méconnaissance de la dynamique des situations linguistiques. J'y reviendrai plus loin.

Mon groupe de terminologie milite pour cette attitude. Nous estimons que la base d'une lutte pour le maintien des possibilités de travailler, concevoir et produire dans sa langue est fournie par la sociolinguistique. De cette vaste discipline, nous retenons particulièrement deux aspects, son souci de la **perspective glottopolitique** et sa capacité à définir une **socio-terminologie**.

LA GLOTTOPOLITIQUE

Le concept de glottopolitique n'est pas polémique à l'égard du concept de politique de la langue, mais il vise à éclairer plus largement le champ de réflexion.

Une politique de la langue se donne pour tâche la promotion, le maintien, parfois malheureusement aussi la minoration ou l'éradication d'une langue. Cette politique est menée par divers canaux, mais particulièrement par voie de décisions administratives : on favorisera telle langue comme langue des actes publics (ordonnance de Villers-Cotterêts), ou comme langue d'enseignement (politique jacobine, toujours en oeuvre sous la III^{ème} République), ou encore comme langue dont il s'agit d'assurer l'équipement terminologique face à la menace que fait peser sur son emploi une langue rivale (politique de francisation des industries et techniques au Québec). Bien évidemment, toute politique de la langue est en creux politique de défense contre une ou d'autres langues.

Tout ceci est passionnant, et il est nécessaire d'étudier ces aspects de la gestion des langues, ce facteur de leur expansion ou de leur décadence. Ce concept est relativement nouveau et constitue une prise de conscience de la nécessité d'intervention de l'État dans la gestion des langues dont on veut la survie. Mais ce concept est en même temps réducteur : il peut induire à penser que la mort d'une langue est la sanction d'une mauvaise politique de gestion, ou que la survie d'une autre est à mettre au crédit de décisions étatiques. Ceci peut être vrai ou faux, mais c'est très généralement insuffisant. Car d'autres facteurs entrent également en jeu.

Pour exprimer le concept critique qui pût englober celui de politique de la langue, notre Unité de recherches associée au CNRS, et particulièrement mon ami J.B. MARCELLESI et moi-même, avons favorisé le mot **glottopolitique**, déjà ancien mais peu utilisé parce que sans contenu conceptuel distinct ; par la reprise de ce terme, il s'agissait d'indiquer que, dans le devenir d'une langue, la langue n'est pas seule en cause : l'équipement du système est certes à prendre en compte, mais la volonté de défense, les attitudes sociales, les pratiques réelles, au travail, dans le domaine

de la culture, dans la famille, sont des facteurs plus déterminants encore. La glottopolitique s'intéresse donc aux pratiques langagières (et non au seul système de la langue) en tous les segments du continuum qui va de l'acte individuel d'utilisation, de l'interaction la plus familière et apparemment la plus futile, à l'acte social législativement réglé, dominé par des arrêtés ministériels, de dictionnaires et des grammaires.

Acte individuel : négocier son rapport d'interaction langagière avec un interlocuteur, c'est contribuer à une dynamique, de promotion ou de minoration d'un parler, c'est passer des compromis langagiers, sur la langue, sur le niveau de langue sur des seuils de tolérance et d'intercompréhension, mais ce n'est pas directement prendre en charge une politique de la langue. Le concept de glottopolitique est né à l'occasion de travaux sur les langues régionales où les problèmes de minoration, de diglossie, de refus de la transmission de la langue entre générations, d'autodépréciation ou de survalorisation mythique, abondent ; nous nous sommes également intéressés aux formes dialectales de la langue nationale, à l'école dans les régions, et aux alternances de codes, en particulier dans les anciennes colonies de la francophonie.

Cette recherche glottopolitique, qui tient compte des faits de politique de la langue mais les englobe et les relativise par la considération du parler quotidien et des faits d'interaction langagière, nous semble un point de vue très intéressant pour étudier les pratiques langagières dans le cadre de la communication scientifique et technique, et pour porter un diagnostic sur les chances et les latitudes d'action de la langue nationale dans diverses situations de communication.

Le groupe de recherches terminologiques (GRT) au sein de l'URA CNRS ci-dessus mentionnée fait l'expérience de la sensibilité nouvelle du public à ces questions. Ainsi la Délégation générale à la langue française s'interroge-t-elle sur la portée des recommandations terminologiques publiées par arrêtés au Journal Officiel ; divers groupes de recherches terminologiques ont reçu mission d'évaluer l'impact de ces arrêtés sur les pratiques langagières des sphères d'activité concernées ; à ce titre, notre GRT est chargé de cette recherche pour le vocabulaire du génie génétique. Nous avons par ailleurs en projet une recherche conjointe avec le Centre de terminologie de Bruxelles sur le vocabulaire de la sécurité nucléaire, pour étudier le décalage entre terminologie technique des spécialistes et termes transformés en enjeux, objets de dérive idéologique, dans les médias et les milieux politiques.

De nombreuses initiatives dans le même sens indiquent la montée d'une prise de conscience : la langue ne se décrète pas, ou peu ; les politiques linguistiques sont amenées à fonctionner dans des situations d'interaction, dans le réel langagier, où la simplicité d'un affrontement de langues, par exemple anglais contre français, est modalisée par un nombre considérable de facteurs, interpersonnels, économiques, idéologiques.

LA SOCIOTERMINOLOGIE

Il faut également situer cette intervention par rapport à une discipline existante, la terminologie, et par rapport à une discipline en cours de constitution, au carrefour de la terminologie et de la sociolinguistique, la socioterminologie.

La terminologie que nous dirons "classique", dont les fondements ont été posés dans les années 30 par Eugen WÜSTER, s'appuie sur l'efficacité empirique ; la documentation, la classification et la normalisation ont besoin de repères assez élaborés, éloignés du fonctionnement de la langue naturelle. Il existe donc une forte demande sociale pour ces simplifications, par exemple pour la

mise en conformité d'un lexique et d'une norme technologique. On peut dire que cette terminologie vise la régulation d'échanges internationaux au plus haut niveau de spécialisation ; ce qui est alors régulé par l'intervention du terminologue, c'est le discours de transmission de l'information, et non les aspects langagiers de l'élaboration de la connaissance, ni de la formation des individus, ni de la production des biens matériels.

On ne peut ici qu'indiquer ces traits généraux de l'action et de la doctrine terminologiques classiques. L'urgence d'aider à de nombreux besoins de transfert d'information et de production de connaissances ou d'objets, besoins qui ne sont pas couverts par cette démarche, amène certains chercheurs à une attitude plus sociolinguistique, que l'on peut ramasser sous le terme de socioterminologie.

En même temps qu'elle s'efforce de satisfaire d'importants besoins occultés ou dédaignés, la socioterminologie trouve une autre justification, théorique celle-ci, dans l'impossibilité de concilier la vision saussurienne du signe linguistique et la vision wüstérienne du rapport entre "notion" et "terme" ; pour faire bref, disons que WÜSTER garde certes le concept saussurien de système, mais pour l'appliquer aux systèmes de notions, groupements spécifiques d'un domaine, indifférents à l'expression de ces "notions" par les "termes" de telle ou telle langue ; il y aura un système, par exemple, des notions biologiques, expressibles par des termes correspondants dans chaque langue, selon un même découpage du réel ; aucune influence des structures spécifiques de telle langue ou telle autre.

Devant cet idéalisme, la socioterminologie se donne pour tâche d'observer de très nombreux types d'interactions techniques, pour prendre en compte la dynamique glottopolitique de la langue, et espère parvenir à réduire les dysfonctionnements et à améliorer le réglage des interactions verbales.

LA SITUATION GLOTTOPOLITIQUE AUJOURD'HUI

1. le constat

Il faut bien partir d'un constat, celui de la présence de l'anglais américain comme langue de travail dans de nombreux laboratoires de tous pays. Il est rare qu'elle y devienne la langue unique de tous les échanges de travail ; seules certaines "petites langues" ont presque complètement abdicué, acceptant d'être chassées des laboratoires de leur propre pays ; c'est parfois le cas en Hollande et dans certains pays Scandinaves. La situation suivante est plus fréquente : outre la communication internationale, une partie plus ou moins grande de l'information et de la création quotidiennes est marquée par cette hégémonie.

Nombreuses sont les disciplines où toute communication internationale passe par l'anglais ; en biologie, toutes les revues de portée internationale sont en anglais, seuls les Comptes-rendus de l'Académie des Sciences permettent au chercheur français de publier, en une brève note, ses découvertes, prenant ainsi date, affirmant sa propriété intellectuelle ; mais l'article qui rendra compte de façon développée, scientifiquement argumentée, de sa recherche, pour la communauté scientifique, paraîtra en anglais.

Il en va de même dans d'autres disciplines. En statistique par exemple, malgré l'importance de l'école française, toute nouveauté se sanctionne en anglais ; indiquons toutefois la tentative de l'ASU pour une parution rapide et complète de comptes-rendus en français.

Évidemment, cette position hégémonique des revues américaines entraîne nombre de dysfonctionnements, en particulier par abus de pouvoir à partir d'une situation de force : ces revues

renvoient volontiers des articles pour la "qualité de l'anglais", critère bien sûr largement subjectif, invocable à discrétion ; en particulier, ce type d'argument permet de mettre en retard une équipe étrangère par rapport à l'équipe américaine travaillant sur la question ; sans même évoquer le coût de la publication d'un article dans ces revues hégémoniques, on signalera le problème que soulève l'adoption systématique des normes américaines d'édition ; certes, il en résulte une standardisation, mais obtenue par la loi du plus fort et non par la concertation en vue de l'intérêt général ; par exemple, l'indexation des documents reçus est systématiquement faite selon les principes documentaires de la discipline aux USA, c'est-à-dire **selon la vision américaine de la discipline concernée**, dans un cadre épistémologique qui se ressent nécessairement de l'identité spécifique, de l'histoire et de l'idéologie de ce pays qui, pour être grand, n'en est pas pour autant représentatif à lui seul de la planète.

J'ai dit que, dans bien des cas, l'anglais pénètre davantage encore dans les labos, conditionne davantage la recherche ; pensons au problème que pose l'enseignement en français à partir d'une littérature entièrement en anglais ; chaque groupe de recherche, chaque universitaire même, est confronté à cette difficulté, et sa réponse, sa solution, sera individuelle : d'où une parcellisation de la langue technique nationale de la discipline, qui, loin d'évoluer de façon auto-réglée au rythme des progrès de la science et de la technique, aura une "version française" par université ! Une enquête menée sur les intitulés de DEA offrant une formation en **génie de la fermentation** a établi l'ampleur du problème : on assiste à une véritable "babélisation" qui rend instables, incompatibles, les enseignements en France, les bases de données et les bibliographies françaises.

2. éléments critiques

Cette langue, l'"anglo-américain international", qu'en penser ? Après tout, s'il s'avérait pleinement opératoire, favorable au développement des sciences et des techniques, au progrès de l'humanité, qui s'en plaindrait ? Le français n'est pas une langue sacrée. Comme toute langue, comme le grec et le latin aujourd'hui, comme l'anglais un jour aussi, ce sera une langue morte. Justement, dira-t-on, le latin : dans la débâcle qu'est le Haut Moyen-Âge, quel meilleur facteur de survie intellectuelle, de conservation des valeurs, que le latin ? Alors, si l'américain, c'était le latin du XX^{ème} siècle ?

Comparaison n'est pas raison. L'état des sciences et des techniques, aussi bien que la différence de nature entre situation du latin en l'an Mil et situation de l'américain en l'an 2000, demandent qu'on y regarde à deux fois avant d'abdiquer ; les Hollandais ont vraisemblablement tort de généraliser cette langue comme langue de leur enseignement et de leur recherche, et les Français auraient, eux, sûrement tort.

D'abord, le latin international a été un conservatoire de concepts et de savoirs, non un outil de développement ; il a permis de traverser une époque de régression. L'anglais américain, lui, se développe en un temps de fantastique dynamisme des sciences et des techniques, ce qu'on a légitimement appelé la révolution scientifique et technique. On n'a pas à conserver, mais à faire naître, et à adapter : adapter une science internationale à des besoins nationaux, favoriser des transferts de technologie vers des pays qu'on dit "en voie de développement"; et surtout, la dynamique nouvelle amène la technologie et la demande sociale à dialoguer de pair à égal avec la science ; la vieille hiérarchie qui descendait de la science, en amont, vers la technique et la production en aval, ne vaut plus ; l'ingénieur, et même le responsable commercial, passent commande à la science, qui sait qu'elle dépend d'eux au même titre qu'eux dépendent d'elle. Dans ce contexte, le dialogue à réguler n'est plus seulement celui des spécialistes, des initiés, ce dialogue qui, lui, peut effectivement se dérouler dans n'importe quelle langue, et la plus internationale est alors la meilleure ; mais les multiples interactions à l'occasion des rapports entre science et

production ne portent pas sur des domaines étroits, clos, maîtrisables : elles concernent des combinaisons toujours neuves, des associations imprévues, et sautent allègrement non seulement les barrières disciplinaires, mais aussi les frontières entre science et industrie, ville et campagne, administration et création ; elles ignorent ou enfoncent également les frontières nationales, par montage de coopérations entre divers pays, et souvent même, autre disparate à régler, entre pays à des stades très différents de développement. Dans tous ces cas, la communication doit trouver sa régulation dans la reconnaissance des spécificités de chacun, spécificités scientifiques, techniques et langagières, et dans l'effort pour un compromis communicationnel opératoire.

Dans beaucoup de ces échanges bilatéraux, l'anglais, loin d'être un pont, constituera un appauvrissement de la pensée ; il est déjà difficile d'ajuster deux grilles conceptuelles différentes, mais on peut s'appuyer sur la connaissance fine qu'a chaque locuteur d'une des deux langues, d'un des deux systèmes ; il y trouve matière à négocier, à reformuler, à préciser, afin d'adapter son discours aux possibilités de l'interlocuteur. Si au contraire on choisit le recours à l'anglais, ce sont deux incompetences qui dialoguent, et qui cherchent leur accord langagier le dos au mur, après les dernières cartouches ; quand un espagnol communique en anglais avec un français, ce n'est pas le meilleur de l'anglais, mais le pire, qui est mis en commun, les solutions minimales d'un mauvais basic english ; c'est instaurer la pénurie langagière et s'étonner d'avoir du mal à la gérer. Au plan du découpage langagier du monde, au plan des unités lexicales, au plan des phonèmes, à celui de la phraséologie et de la syntaxe, les difficultés rencontrées par un français, un espagnol ou un allemand sont évidemment différentes, parce que conditionnées par la langue maternelle de chacun.

Enfin, il va de soi que cette généralisation de l'anglais s'opère au détriment de potentialités qui sont alors bafouées. Pensons aux investissements qu'ont consentis tant d'étrangers qui ont fait confiance au français comme langue d'accès à la culture scientifique et technique moderne : pays francophones du Proche-Orient, du Maghreb, d'Afrique Noire. Des potentialités bafouées : la plus spectaculaire est la francophonie. Que pensent les Québécois, dans leur lutte courageuse pour maintenir au même pas langue, identité culturelle et développement technique et industriel, quand ils apprennent que telle revue française paraîtra désormais en anglais, que tel chercheur français présente en France une thèse en anglais, comme cela vient de se faire dans mon Université ?

Et aussi, plus large que le concept de francophonie, celui de latinité. Quoi qu'on en ait, et je dirais volontiers malgré les professeurs de langues (italien, espagnol etc.), qui insistent sur la différence maximale afin de réserver leur spécialité aux happy few, il existe un ensemble des langues romanes assez solidement caractérisé pour que le coût d'apprentissage d'une langue de ce groupe par tout locuteur d'une autre soit assez peu élevé. On ne parlera pas comme DANTE ni comme CERVANTES, (est-ce bien l'objectif ?) mais on parviendra beaucoup plus vite à une maîtrise suffisante de la communication scientifique et technique que si l'on vise à dominer au même niveau de compétence une langue germanique, anglaise, allemande, suédoise. Signaler ce fait de la latinité, ce n'est nullement procéder à une tentative d'annexion culturelle ; ce peut être exactement l'inverse, une marque de solidarité devant une difficulté partagée ; ainsi, l'Amérique latine cherche à contrebalancer l'influence des États-Unis par ce concept de latinité, et particulièrement par son intérêt pour le français, langue la mieux équipée pour faire face aux défis contemporains dans le domaine des sciences, des techniques et du développement. Heureusement, nos amis québécois ont perçu cette demande plus tôt que nous, et font ce qu'ils peuvent pour y répondre.

LE POSSIBLE AUJOURD'HUI

Mon groupe de recherches n'est certes pas seul à prendre conscience de cet état de fait, et de la possibilité de résister, et même de regagner des positions. Ce qui a été dit ci-dessus paraîtra, dans sa rapidité, un peu spéculatif, mais nous appuyons sur diverses études, et sur des prises de conscience non seulement de groupes de recherches, mais aussi d'industriels et d'instances gouvernementales. Il y a aujourd'hui une prise de conscience des problèmes posés plus haut, et un début de rejet du fatalisme linguistique ; l'idée naît que la politique du chien crevé au fil de l'eau n'est pas nécessairement la meilleure manifestation de la démocratie culturelle ni la voie garantie vers l'efficacité communicationnelle. L'idée est plus clairement perçue que le volontarisme linguistique n'est pas nécessairement voué à l'échec, que l'on peut faire une politique active de la langue, observer ses effets, la populariser et l'optimiser.

Ayant lu mon article de **La Pensée**, n° 278, "**Travailler dans sa langue**", Jean FOUCAMBERT m'a demandé si cette prise de position était isolée. Il y a quelques années, j'aurais dû répondre par l'affirmative, mais je n'aurais peut-être pas écrit cet article. Aujourd'hui, on assiste à un réveil. Le Québec, lui, a vingt ans de lutte pour la langue nationale derrière lui ; mais ce pays pionnier subit lui-même une mutation en matière glottopolitique ; au lieu de se contenter d'équiper le français québécois, en une politique de la langue généreuse et solide, il cherche désormais, complémentirement, à comprendre le cheminement des novations linguistiques, à repérer les agents de propagation, les forces de résistance : nous dirons qu'il passe d'une politique de défense de la langue à la pratique d'une glottopolitique.

France et Belgique n'avaient guère participé à cette aventure de l'équipement du français scientifique et technique. On a vu naître le concept de francophonie plutôt comme une recherche de solidarité que comme un effort de novation. En revanche, et sans doute en retombée de la politique de francophonie, le même courant glottopolitique se dessine dans ces pays. Pour la Belgique, je citerai le travail du Centre de terminologie de Bruxelles pour l'étude de la diffusion et des conditions d'installation des néologismes scientifiques et techniques, et aussi le projet actuel auquel ce groupe nous propose de nous associer, de mesure des distorsions entre terminologie technique de la sécurité nucléaire et traitement du thème dans les médias et les instances politiques.

En France, l'institution même de la Délégation générale à la langue française va dans ce sens. Ayant la haute main sur la politique de francophonie pour la France, elle vient de lancer une enquête sur l'impact des arrêtés terminologiques parus au **Journal Officiel** sur le travail scientifique et technique ; décision courageuse, car on peut s'attendre à bien des désillusions. Citons également une action conjointe entre la Délégation générale et le Ministère de la recherche et de la technologie pour la réalisation d'outils terminologiques modernes. Je vois aussi se dessiner une tendance à une attitude nouvelle en matière de langues vivantes étrangères. Pendant longtemps, l'Inspection générale a imposé une vue de l'apprentissage des LVE visant à la "perfection" ; traditionnellement, perfection dans la maîtrise de la langue littéraire, puis, en réaction, plus récemment, perfection dans la maîtrise de la langue quotidienne.

Dans mon enfance, l'apprentissage se faisait à coup de nains et de géants pour l'allemand, de fleurs au bord des lacs pour l'anglais ; à la génération de mes enfants, il a fallu s'intéresser à des conversations "naturelles" débiles, qui enseignent surtout les mots vides de sens de la langue (à condition que, familiers, ils restent dans les bornes d'une chaste pudeur) ; l'interaction pour l'interaction, à peu près du niveau "comment vas-tu yau de poêle". Or l'on peut aujourd'hui entendre des voix qui suggèrent que la perfection n'est pas de ce monde, que la réalité des échanges techniques et pratiques pourrait être intéressante à aborder, qu'on pourrait, comme par exemple les Allemands, qui ne sont pas si mauvais que ça en langues étrangères, apprendre à se débrouiller dans plusieurs langues étrangères plutôt qu'à parler comme un livre dans une seule, qu'il faudrait

distinguer entre la connaissance approfondie et la connaissance passive permettant de lire et de comprendre, etc. Les filières de LEA (langues étrangères appliquées) sont encore parfois marquées de littérature, il arrive qu'on y enseigne SHAKESPEARE plutôt que la communication technique, mais elles ont le mérite d'exister, et on peut clarifier leurs objectifs, les finaliser, moyennant une volonté qui semble naître, pour aller dans le sens de la demande sociale, de traducteurs et rédacteurs techniques.

La révolution scientifique et technique semble, en un temps, assurer le triomphe d'un anglais américain internationalisé, donc appauvri ; triomphe qui pour l'instant est peut-être un pis aller acceptable, mais qui coûte, un peu à l'anglais, grande langue de culture, et beaucoup aux autres langues, en déracinant les sciences et les techniques de leur terreau naturel, en coupant le lien, sans doute indispensable, entre la langue maternelle, outil de tous les jours, lieu de la conceptualisation première, et la langue de la science, de la recherche et de l'activité technique.

Or cette même révolution permet aussi de penser une nouvelle gestion glottopolitique du monde, pour un rapport égalitaire entre les langues. De bonnes politiques de traduction, d'interprétation, ce sont d'ores et déjà des politiques possibles, et ce sera de plus en plus aisé : il faut penser aux progrès de la traduction automatique, qui sort du stade des premiers balbutiements, grâce au développement de la linguistique informatique, de l'électronique (architecture des ordinateurs et possibilité de stockage d'immenses connaissances) et de l'intelligence artificielle, qui transforme peu à peu les stratégies possibles pour l'approche du document.

On voit également naître de passionnants outils pour l'apprentissage moins "des" langues étrangères que de l'acquisition et du transfert de connaissances en langue étrangère. Un logiciel de confection de lexiques comme TERMEX s'avère une puissante base de données terminologiques en même temps qu'une aide considérable à la traduction humaine. C'est dans ce cadre que je salue ici la sortie d'ELMO International, un de ces outils modernes qui permettent de penser notre avenir linguistique sous un jour moins résigné, comme un combat à mener. Sans renoncer à développer et enrichir la communication internationale, en participant pleinement à la naissance et à la diffusion des connaissances et aux transferts de technologie, sans repli, il s'agit de continuer à chercher, à concevoir et à produire dans notre propre langue. Ce n'est pas là un plaidoyer pour le français ; dans mon intention, il s'agit d'une revendication que toute langue peut faire sienne, chaque fois qu'un peuple au travail entend éviter l'aliénation linguistique.

Louis GUESPIN
professeur de terminologie à l'Université de Rouen (URA 1164 CNRS)